

*ACTIVITÉS EXTÉRIEURES**Mars-avril 1988***Afrique****Ethiopie**

Les difficultés que rencontraient les opérations de secours destinées aux civils victimes de la situation conflictuelle et de la sécheresse au nord du pays ne sont pas aplanies. Les convois ont été de moins en moins nombreux à pouvoir circuler, la plupart du temps bloqués pour des raisons que la seule situation militaire ne saurait justifier. En mars, des distributions de secours ont donc dû être suspendues, car les entrepôts régionaux étaient vides.

Le 7 avril, les autorités éthiopiennes ont annoncé au CICR que ses délégués devaient quitter l'Erythrée et le Tigré. Compte tenu de la responsabilité humanitaire engagée à l'égard des personnes peuplant ces régions, le CICR a demandé le jour même au gouvernement éthiopien de revenir sur sa décision et de permettre la poursuite des programmes d'assistance destinés aux civils les plus menacés. Cette démarche n'a pas abouti et à mi-avril, tous les délégués du CICR basés au Tigré et en Erythrée s'étaient repliés sur Addis Abeba.

Ouganda

Des équipes de délégués ont pu visiter le nord du pays afin d'évaluer la situation de la population civile. Ils ont visité Soroti, Gulu, Lira et Kitgum, ainsi que Kotido et Kaabong dans le Karamoja.

En outre les visites des lieux de détention se sont poursuivies dans la capitale (Luzira Upper, Luzira Remand, Murchison Bay) et à l'extérieur (camp de Kiburara).

Benin

Du 11 au 29 avril, une équipe de délégués du CICR a visité l'ensemble des lieux de détention du Bénin, où ils ont vu, selon les modalités habituelles, quelque 150 détenus de sécurité.

Angola

Les activités du CICR sur le Planalto, qui avaient pu reprendre le 22 février, se sont poursuivies au cours des deux mois sous revue. Dans la province de Huambo, des distributions de vivres ont été effectuées et trois centres de réhabilitation nutritionnelle sont restés ouverts dans les environs de Huambo pendant cette période, accueillant quelque 750 enfants au total. Les délégués du CICR ont également procédé à des évaluations de la situation dans les provinces de Bié et de Cuando Cubango.

Mozambique

Les plans d'actions du CICR ayant été agréés par tous les intéressés, le CICR a pu reprendre son activité en faveur de la population civile, en commençant par la province de Sofala. Les vols en direction de cette localité ont commencé le 23 avril. Après des évaluations préliminaires, des secours alimentaires et non alimentaires ont commencé à être acheminés dans les différents lieux pour distribution à la population nécessiteuse.

Amérique latine

Guatemala

Ouverte en janvier, la délégation du CICR au Guatemala a procédé à plusieurs évaluations de la situation de la population civile, dans les départements d'El Quiché, d'Alta Verapaz et de Huehuetenango; en certains endroits, des premières distributions de couvertures et de médicaments de base ont déjà été effectuées.

Le délégué général pour l'Amérique latine, en mission au Guatemala du 18 au 22 avril, a fait le point de la situation avec les autorités gouvernementales.

Panama

Un délégué basé à San José de Costa Rica s'est rendu à trois reprises au Panama, afin de suivre la situation prévalant dans ce pays. Il s'est entretenu avec des représentants du gouvernement et avec le président de la Société nationale. Ces missions ont permis de mettre au point un programme de renforcement de la capacité opérationnelle de la Croix-Rouge panaméenne, d'élaborer un programme de diffusion du droit international humanitaire et de faire part de la disponibilité du CICR en cas d'aggravation de la situation.

Cuba/Haïti

Le 23 mars, 67 ressortissants haïtiens souhaitant rentrer chez eux ont été rapatriés de Cuba sous les auspices du CICR, avec la collaboration des Croix-Rouges cubaine et haïtienne.

Autres activités

Des détenus de sécurité ont été visités au *Chili*, en *Colombie* (fin de la série de visites commencée en décembre et ayant porté sur 21 prisons à Bogota et en province), au *Nicaragua* (six prisons régionales et le pénitencier de Tipitapa à Managua), au *Paraguay* (cinq lieux — pénitenciers et centres dépendant de la police — à Asunción), au *Pérou* (pénitenciers à Lima et en province, dont celui d'Ayacucho qui n'avait plus été visité depuis plus d'une année) et à *El Salvador*.

Les programmes d'assistance en faveur de la population civile du *Nicaragua* et d'*El Salvador* se sont poursuivis. Dans ce dernier pays, outre les programmes médicaux et sanitaires, le CICR a de nouveau procédé à quelques distributions ponctuelles de vivres (haricots et huile) pour compenser le manque de récoltes dû à la sécheresse de la fin de 1987; il a aussi lancé, en avril, un nouveau programme agricole (semences de maïs, engrais et insecticides) qui devrait toucher un millier de familles.

Des missions ont été effectuées au *Mexique*, en *République dominicaine* et en *Uruguay*, dans le cadre des relations qu'entretiennent les délégations régionales avec les autorités et les Sociétés nationales.

Asie

Conflit afghan

Afghanistan

En mars et en avril, une équipe de délégués du CICR a continué sa visite de la partie de la prison de Pul-I-Charki administrée par le ministère de l'Intérieur. Dans ce contexte, des messages Croix-Rouge ont été rédigés par certains détenus à l'intention de leurs familles.

Les activités du centre orthopédique à Kaboul se développent depuis le début de l'année et répondent à des besoins importants: à fin avril, 300 patients étaient inscrits pour être traités. Au total, depuis le mois de janvier, 422 paires de béquilles ont été distribuées; les premiers patients ont été équipés de prothèses en avril.

Enfin, le CICR a poursuivi la préparation de l'hôpital chirurgical à Kaboul: la rénovation du bâtiment choisi (hôpital de chirurgie de guerre de Kaboul) a débuté à fin mars.

Pakistan

Les délégués du CICR ont pu effectuer trois visites à trois groupes de personnes détenues par des mouvements d'opposition afghane à la frontière pakistano-afghane. Le CICR a également intensifié ses efforts auprès des responsables de l'opposition pour avoir accès à tous leurs prisonniers.

Dans le domaine médical, les deux hôpitaux du CICR à Peshawar et à Quetta ont connu un taux d'occupation élevé en mars et en avril (respectivement 80 et 90%): au total 584 blessés de guerre ont été admis.

Conflit du Kampuchea

Le CICR a poursuivi ses activités en vue d'améliorer la protection et la sécurité de quelque 300 000 civils khmers et vietnamiens déplacés sur la frontière khméro-thaïlandaise ainsi que ses démarches afin de pouvoir visiter toutes les personnes détenues en raison du conflit. En mars-avril, les trois équipes chirurgicales qui travaillent à l'hôpital du CICR à Khao-I-Dang ont opéré 361 patients khmers et vietnamiens. Les services de recherches du CICR se sont occupés de demandes de familles portant sur plus de 1600 personnes, Khmers et Vietnamiens, recherchés sur la frontière et à l'étranger. Le CICR a également assuré l'acheminement du courrier échangé entre les camps (plus de 3400 lettres).

Indonésie

En avril, le CICR a effectué une nouvelle visite aux personnes détenues en relation avec la situation à Timor-Est. Les délégués ont ainsi eu accès, selon les modalités de l'institution, à 46 détenus dans trois lieux, à Djakarta et à Dili.

Philippines

Durant les mois de mars et d'avril 1988, le CICR a continué ses activités traditionnelles. Dans le domaine de la détention les délégués ont visité des personnes détenues tant en relation avec les incidents liés à l'insurrection qu'à la suite de tentatives de coup d'état, dans des provinces, et à Metro Manille. Par ailleurs, le CICR a également poursuivi son action de secours et d'assistance médicale en faveur des personnes déplacées par les événements (environ 33 800 personnes assistées), principalement sur l'île de Mindanao, ainsi que ses activités de diffusion du droit international humanitaire et des Principes fondamentaux du Mouvement.

Europe et Amérique du Nord

Royaume-Uni

Pendant trois semaines au mois de mars, des délégués du CICR — dont deux médecins — ont réalisé une nouvelle série de visites dans les lieux de détention d'Irlande du Nord; ils se sont rendus dans les prisons de Maze, Magilligan, Belfast et Maghaberry qui regroupaient quelque 1800 détenus.

Canada

Le président du CICR, M. Sommaruga, a effectué une mission au Canada (Ottawa et Montreal), du 20 au 24 mars. Il eut des entretiens avec les autorités, dont le Premier ministre, M. Brian Mulroney, avec les dirigeants de la Société nationale, ainsi qu'avec les responsables de l'Agence canadienne de développement international. Le président Sommaruga a traité de diverses questions opérationnelles, des besoins financiers du CICR et de l'état de la procédure de ratification, par le Canada, des Protocoles additionnels de 1977.

Moyen-Orient

Conflit Iran/Irak

La «guerre des villes» ayant repris le 28 février, le CICR, après être intervenu énergiquement auprès des gouvernements des deux pays, a publié le 10 mars 1988 un communiqué de presse dans lequel il condamne les bombardements de zones civiles qui constituent une «violation très grave des règles fondamentales du droit international humanitaire». Le 23 mars, après les bombardements aux armes chimiques dans la province irakienne de Suleimaniyeh, le CICR a publié un second communiqué de presse intitulé «Le CICR dénonce l'utilisation d'armes chimiques».

Afin d'être à même d'apporter l'assistance nécessaire aux victimes civiles de la guerre des villes et des bombardements chimiques, le CICR a lancé le 8 avril un appel spécial à vingt-quatre Sociétés nationales. Cet appel fait suite à une mission d'évaluation dans des camps iraniens pour civils irakiens déplacés.

La visite des camps de Mossul, du 5 au 10 mars 1988, a complété la première série de visites aux prisonniers de guerre iraniens internés en Irak; la seconde série de visites a commencé le 2 avril et s'est terminée le 5 mai.

Israël et territoires occupés

Les événements qui affectent les territoires occupés par Israël depuis le 9 décembre 1987 s'étant poursuivis, la zone Moyen-Orient a procédé à une restructuration de sa délégation en Israël afin d'être mieux à même d'y remplir son mandat de protection et d'assistance; les effectifs de la délégation ont en outre été augmentés.

Les délégués ont visité plus de 5200 personnes originaires des territoires occupés arrêtées en relation avec les événements. La délégation s'est particulièrement préoccupée des conditions de détention de quelque 1700 détenus administratifs. Elle a également poursuivi ses activités traditionnelles dans le domaine de la détention, effectuant ainsi en mars et avril 1988 un total de vingt-six visites dans des prisons israéliennes et dans deux postes de police.

Le médecin et les deux infirmières du CICR ont poursuivi leurs visites dans les hôpitaux où sont soignés les blessés; un soutien a également été apporté aux branches locales du Croissant-Rouge sous la forme d'ambulances et de cours de formation pour ambulanciers. En outre les délégués ont continué de se rendre régulièrement dans les

villes, villages et camps des territoires occupés, notamment dans les endroits placés sous couvre-feu; ces visites ont permis de résoudre un certain nombre de problèmes humanitaires.

Le CICR a exprimé à plusieurs reprises aux autorités sa préoccupation devant les mesures utilisées pour réprimer les troubles dans les territoires occupés, mesures qui constituent dans de nombreux cas des violations de la IV^e Convention: expulsions de résidents des territoires occupés, destructions de maisons et autres punitions collectives, usage disproportionné de munitions de guerre, recours aux gaz lacrymogènes à l'intérieur de maisons. Pour appuyer ces démarches et exprimer le point de vue du CICR en haut lieu, le directeur des Opérations du CICR a effectué du 26 au 29 avril une mission en Israël.
